



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 29 mai 2012

On n'a pas été le cauchemar de Sarkozy, pour céder aux berceuses de Hollande !

«On avait dit qu'on serait le cauchemar de Sarkozy. On espère ne pas devenir celui de Hollande», avait dit un syndicaliste d'Arcelor Mittal à Florange. Il n'avait pas tort de s'inquiéter car tout indique que les plans de licenciements vont se succéder après les élections législatives. Ils avaient été plus ou moins gelés pendant la campagne présidentielle.

Mais les voilà qui dégringolent en cascades dans toutes les branches. *Le Parisien* en dresse la liste : banques, automobile (fermeture des sites d'Aulnay-sous-bois et Rennes), téléphonie (SFR), grande distribution (Auchan, Carrefour, Conforama), transports (avec Air-France, SNCF), services (avec Nouvelles Frontières, Hersant Média), chimie (Pétroplus), sans parler de La Poste et d'une multitude de petites entreprises partout dans le pays, sous-traitantes ou pas de plus grosses.

Redresser la production... ou mettre à la redresse les patrons ?

Premier volet du spectacle : la création d'un nouveau ministère dit du « *redressement productif* ». C'est la trouvaille ronflante pour le titulaire du poste, Arnaud Montebourg : *"Le ministère que j'ai en charge est un ministère de mobilisation générale des Français, autour de la renaissance de l'industrie"*, dit-il, mais il précise : *« Il se peut que nous encaissions des échecs (...) nous les encaisserons aux côtés des salariés et des territoires »*. Pour le moment, le redresseur Montebourg s'illustre en promettant aux « Fralib » à Marseille, en lutte depuis 600 jours... une table ronde avec la multinationale Unilever. Et d'annoncer avec fracas qu'il allait falloir *« qu'Unilever mette de l'eau dans son vin »*. Si ça veut dire quelque chose, c'est que les travailleurs, de leur côté, vont devoir aussi en mettre dans le leur ?

Table ronde au sommet, avec les syndicats ?

Mais une « *grande conférence économique et sociale* » est surtout prévue, pour la fin juin, avec les chefs syndicaux, intéressés par cette grand messe, bien plus que par la préparation de la nécessaire riposte du monde du travail. François Chérèque, au nom de la CFDT, prend même les devants en parlant d'*« infaisabilité du Smic à 1700 euros »* ! Il n'est malheureusement pas le seul, dans les hautes sphères syndicales, à n'être pas à

l'écoute de la colère et des revendications.

Se préparer sur le terrain des luttes et d'elles seules

Il va pourtant falloir réagir, car la facture en dizaines de milliers de licenciement supplémentaires qu'on présente maintenant, une fois la page électorale tournée, est plus que salée. C'est celle que partout en Europe, en Grèce comme en Espagne ; partout dans le monde, les industriels et les banquiers, aidés des gouvernants, présentent aux travailleurs et aux peuples. Pour y résister et reprendre l'offensive, les travailleurs et les jeunes ne peuvent compter que sur leurs propres forces, immenses s'ils les mettent en branle et rompent l'isolement. Ce qui va compter, c'est la jonction des secteurs qui ne manqueront pas de se battre dans les mois qui viennent.

Reste ici en France, l'épisode des législatives. La gauche voudrait nous faire croire qu'il serait décisif que Hollande ait une majorité à la chambre des députés. Pour y décider séance tenante l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires, le Smic à 1700 euros, entre autres ? Ou pour continuer à nous lanterner en nous faisant croire que notre avenir dépendrait d'on ne sait quelle « croissance » qui au mieux sera celle des seuls profits ?

Il n'y a rien à attendre de ces élections. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de montrer notre colère et notre méfiance en votant pour les candidats d'extrême gauche là où ils se présentent, se réclamant de notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA aux présidentielles, ou de Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière. Et en votant ainsi pour un programme de défense des intérêts du monde du travail, que nous imposerons tous ensemble par nos luttes.

On se fait pas rouler

Il y a 6 mois, le BRAP était mis en sous-traitance sous prétexte d'« *une baisse continue de l'activité* » et de l'absence d'« *essais stratégiques au plan de charge 2011 et au-delà* ». La semaine dernière, la charge était telle qu'ils ont passé les sous-traitants en 3*8, en les faisant travailler le week-end et en prenant des intérimaires. Une fois de plus, les arguments de la direction étaient mensongers. Sous-traiter pour mieux faire passer le 2*8 et pire pour le BRAP, voilà leur véritable objectif.

La prochaine fois qu'ils viendront avec un projet de sous-traitance, c'est tous ensemble qu'il faudra appuyer sur le bouton rouge.

A nous de leur faire un BRAP d'honneur

Au lieu de répartir le travail sur l'année et entre les salariés, la direction fait donc travailler au BRAP des gens la nuit et le week-end tout en supprimant dans le même temps des postes Renault et en virant d'autres prestataires ailleurs. Ses gains de productivité, elle veut nous les faire payer par la flexibilité sur tous les plans.

C'est tous ensemble qu'on devra réagir pour mettre à mal leur GDC et pour réclamer l'embauche des prestataires qui le veulent.

Les boîtes de vitesses dans une boîte à chaussures ?

Officiellement, le plan Losange (fermeture de Rueil) a été abandonné. Mais des déplacements de salariés de Rueil à Lardy sont en cours. Au L15, le chausse-pied va s'avérer nécessaire. Pour les bureaux mais aussi pour l'atelier de démontage/analyse boîte de vitesses qui doit accueillir ceux des moteurs de Rueil. Si le projet actuel est appliqué, c'est à coup sûr des conditions de travail dégradées : organisation du travail, partage des établis, bruit, température l'été et l'hiver...

Pas question de sacrifier nos conditions de travail pour permettre à la direction de faire des économies d'échelle.

Ils nous font suer

Jérôme Stoll, directeur commercial du groupe, l'a annoncé gravement : « *la performance commerciale n'est pas au niveau attendu* ». Il enjoint aux salariés du Commerce de faire preuve de « *civisme d'entreprise* » en économisant sur tout. A Lardy, la direction est en pointe puisque les climatisations sont toujours activées 15 jours minimum après la montée des températures. Après nous avoir demandé de prendre un jour de congés le 22 décembre dernier pour sauver le free cash flow, ils ne vont pas tarder à nous demander de danser la danse la pluie pour retarder l'allumage des clim.

Et si on prenait plutôt le sentier de la guerre dans les ateliers où il fait trop chaud ?

Picsou

Dans le même communiqué, J. Stoll relance le slogan de G. Besse « *un franc, c'est un franc* » en le remettant au goût du jour (« *un euro, c'est un euro* », quelle imagination !). C'est vrai que ça nous est plus facile, à nous, de compter les euros un par un : on n'en touche pas des millions comme notre PDG ou comme les gros actionnaires. Et leurs pleurnicheries ne nous empêcheront pas de réclamer : « *300 euros, c'est 300 euros !* ».

Fierté et excellence salariale

Ca y est la direction remet ça avec la journée de l'équipe. Cette journée qui était soi-disant faite pour créer de la convivialité sert en fait à la propagande de la direction puisque le thème de cette année tourne autour de « *la fierté de l'équipe* ». Une grossière déclinaison de la « *fierté et excellence mécanique* », un des dada du directeur pas très Prost en communication.

Si on est obligé d'y aller, autant parler de notre fiche de paye, les tenants de la direction feront moins les fiers.

Lardy underground

Vendredi matin, une galerie est apparue en bas de l'infirmerie au niveau du souterrain. On ne sait pas quel est l'espèce de coupable qui a creusé cette nuit-là, mais aux dernières nouvelles la direction serait sur la piste des espions chinois. La société écran du Luxembourg étant toujours en activité, on se dit que ça doit être le moment d'envoyer une lettre anonyme.

Les fouines, ce n'est pas ça qui manque en ce moment.

Pas de passe difficile pour Ghosn

Avec un dividende de 20 yens par action en 2011, Carlos Ghosn, qui possède plus de 3 millions d'actions Nissan, a empoché 61,9 millions de yens en plus de son salaire (toujours pas rendu public). Soit 620 000 € ! Si l'entreprise traverse une « *passe difficile* » selon J. Stoll, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Lacharrière de licenciements

« *Des fermetures d'usines pourraient être positives... et réduire la pression sur les constructeurs, dont PSA Peugeot Citroën, Renault et Fiat* », selon Fitch Ratings, l'agence de notation appartenant à Marc Ladreit de Lacharrière. Le même Marc Ladreit de Lacharrière est aussi membre du Conseil d'administration et du Comité des rémunérations de Renault.

Renault va-t-elle se donner une mauvaise note pour prétendre ensuite qu'il faut réduire les effectifs ? N'attendons pas leur notation pour les sanctionner réellement.